

Produire démocratiquement des savoirs

Marin de formation, JEAN TOUSSAINT est entré dans le volontariat permanent d'ATD Quart Monde en 1982. Après 25 ans de vie partagée au sein de quartiers défavorisés et d'actions principalement avec des jeunes et des adultes, il a assumé des responsabilités d'animation du Mouvement pour la France puis à l'international. Depuis 3 ans, de retour d'une mission dans l'Océan Indien, il a rejoint l'équipe chargée d'approfondir et de diffuser le croisement des savoirs afin de permettre une réelle participation des populations défavorisées à la construction des connaissances et à l'élaboration des politiques.

Nous reproduisons de larges extraits de l'intervention de Jean Toussaint au congrès du GIS (Groupement d'intérêt scientifique) *Démocratie et Participation*, qui se tenait du 23 au 25 novembre 2022 à Saint-Denis (Paris), en introduction à la table ronde plénière animée par Marion Carrel (CeRIES, Université de Lille) sur le thème « Démocratiser les savoirs ».

Mener des études participatives avec des populations très pauvres est loin d'être facile. Et d'abord parce que être pauvre, c'est faire partie d'une minorité stigmatisée, tellement stigmatisée qu'elle a intégré tous les qualificatifs insultants qui la désignent.

Dans la réalité des personnes très pauvres que j'ai rencontrées, pour ces jeunes qui sont exclus de l'école « parce qu'ils ne veulent rien faire », pour ces familles qui sont expulsées pour loyers impayés, pour ces parents dont les enfants sont placés, les sentiments qui dominent ne sont pas liés à une perception d'injustice ou d'inégalité. Ce qui domine, c'est la honte et la culpabilité.

« *J'ai peur qu'on m'appelle pauvre* » me disait une jeune femme. Et la semaine dernière un homme qui participe à l'Espace Collaboratif *Croiser les savoirs avec toutes et tous*¹ me disait : « *Pour nous, à qui on a toujours dit qu'on était des incapables, dire qu'on est capables de coproduire de la connaissance, le pas est énorme. Et il faut commencer par enlever de notre tête tout ce qu'on y a mis* ».

Le savoir expérientiel

Ce qui me frappe toujours, après quarante ans d'engagement et de fréquentation quasi quotidienne de personnes en situation de pauvreté, c'est combien il est rare qu'on sollicite leur réflexion.

Et je suis malheureux de constater que, parmi toutes les organisations de solidarité qui sont celles qui rencontrent le plus les

1. L'Espace Collaboratif « Croiser les savoirs avec tou.te.s » est un espace créé par ATD Quart Monde, le CNRS (GIS Démocratie et Participation et CERAPS) et le Cnam. Il a pour finalité la reconnaissance du savoir issu de l'expérience de la pauvreté. Il vise à contribuer à une « épistémologie post-pauvreté » : un ensemble de pratiques et de réflexions qui vise à la fois à produire des connaissances nouvelles et à lutter contre la pauvreté en mettant fin aux injustices épistémiques qui renforcent les autres injustices vécues par les personnes en situation de pauvreté. Voir également l'article d'Elisabetta Bucolo en p. 42 de ce dossier.

personnes les plus défavorisées, bien peu ont, dans leurs objectifs comme dans leurs pratiques, cette sollicitation de la réflexion des personnes et populations qu'elles rencontrent. Le monde associatif et social est ainsi sans doute en partie responsable de ce vide, de cette absence de l'intelligence des pauvres au cœur de notre démocratie.

Le monde universitaire est sans doute un de ceux qui peuvent remédier à cela. Parce que dans les quelques exemples de recherches participatives que j'ai vus, je remarque combien les personnes pauvres se sentent reconnues et fières, d'une part. Mais aussi d'autre part, combien leur savoir se révèle.

Je me souviens d'un séminaire d'une semaine sur l'éducation au Burkina Faso, avec des personnes pauvres et des experts de l'éducation, nationaux et internationaux. Il y avait là M. Guedj, dont les enfants avaient fui le foyer familial et avaient rejoint les enfants des rues de la capitale, bien loin de leur village d'origine. Le séminaire a été formidable, et à la fin, M. Guedj concluait : *« J'ai appris beaucoup de choses ici. Surtout beaucoup de choses que je savais déjà. Mais je ne savais pas que je le savais. Et maintenant, plus personne ne pourra m'enlever ce savoir et m'enlever mon honneur »*.

Ce savoir enfoui des très pauvres est là, même s'il est tu. Il est essentiel que les personnes se le révèlent, d'abord à elles-mêmes parce que cela leur donne les moyens de se battre.

M. Guedj m'a rappelé d'ailleurs une interpellation que Joseph Wresinski, le fondateur d'ATD Quart Monde, faisait en 1980 – il y a maintenant 42 ans ! – à un groupe de chercheurs intéressés par la cause des pauvres. Il leur parlait : *« du devoir des chercheurs dans le domaine de la pauvreté, de faire place à la connaissance que les très pauvres eux-mêmes ont de leur condition. De faire place à cette connaissance, de la réhabiliter comme autonome et complémentaire à toute autre forme de connaissance, et de l'aider à se développer »*.

Et il ajoutait : *« Quelle que soit la faiblesse des moyens de pensée logique, des moyens d'analyse qu'il a reçus, tout être humain se fait chercheur, à la recherche de son indépendance, à la recherche d'une compréhension de lui-même et de sa situation. Et déranger les plus pauvres dans leur pensée, en les utilisant comme informateurs au lieu de les encourager à développer leur réflexion propre en acte réellement autonome, c'est les asservir »*.

M. Guedj a retrouvé son savoir, et avec lui des moyens de se défendre. Est-ce que ce savoir peut ensuite influencer d'autres et provoquer des transformations sociales ?

Je vais reprendre l'exemple de la recherche sur les dimensions cachées de la pauvreté². Cette recherche a fait apparaître 9 dimensions de la pauvreté, et elle a insisté sur le côté systémique de ces 9 dimensions. Parmi elles, il y a plusieurs dimensions matérielles, plus connues, mais il y a aussi des dimensions relationnelles comme la maltraitance sociale ou institutionnelle, et des dimensions plus intérieures comme les peurs et souffrances. Et dans le schéma qui a été réalisé pour présenter les résultats, ces dimensions

2. Pour plus d'informations sur cette recherche, voir la Revue Quart Monde N° 258, « Dévoiler les dimensions cachées de la pauvreté », 2021/2. À retrouver sur le site : <https://www.revue-quartmonde.org/10299>

intérieures – c'est-à-dire ce que vivent les gens en eux-mêmes – est encerclé par quelque chose qu'ils ont nommé, en anglais *disempowerment*.

Quand les résultats de cette recherche ont été présentés à l'OCDE³, des personnes de l'INSEE⁴ sont venues nous trouver. L'INSEE mesure donc la pauvreté monétaire, et aussi en termes de conditions de vie, mais ils cherchent à améliorer leur capacité à approcher la grande pauvreté. Ils ont été frappés par la dimension de la maltraitance institutionnelle. Et ils ont donc cherché à améliorer leur enquête sur les conditions de vie par une nouvelle série de questions sur ce sujet, et évidemment ils ont compris qu'ils devaient travailler ces questions avec des personnes en pauvreté elles-mêmes.

L'histoire de M. Guedj et celle de la recherche sur les dimensions de la pauvreté ne sont que deux exemples, mais ils montrent que le savoir d'expérience de la pauvreté existe. Il demande un travail et des conditions particulières pour le révéler, mais il peut être fécond et transformateur.

Une « épistémologie post-pauvreté »

Depuis une trentaine d'années, ATD Quart Monde, avec d'autres bien sûr, a beaucoup travaillé les conditions éthiques et méthodologiques pour permettre aux personnes en situation de grande pauvreté de faire face aux injustices épistémiques qu'elles vivent et pour qu'elles puissent réellement participer à la création de savoirs. Dans la lignée de toutes ces réflexions passées, l'Espace Collaboratif *Croiser les savoirs avec toutes et tous* a cherché tous ces derniers temps à pousser la réflexion sur ce que nous avons appelé une « épistémologie post-pauvreté », c'est-à-dire une épistémologie qui se construit avec les populations pauvres elles-mêmes, et qui vise à la destruction de la pauvreté.

L'Espace Collaboratif a donc fait le choix de mener tous ses travaux avec des personnes qui ont elles-mêmes l'expérience de la pauvreté. Ces personnes viennent pour moitié d'ATD Quart Monde et pour moitié du Centre social des 3 cités à Poitiers.

Travailler ces questions éthiques, méthodologiques, épistémiques est évidemment difficile et loin des préoccupations quotidiennes des personnes. Mais toutes avaient participé à des recherches participatives avant, et étaient motivées pour réfléchir plus loin à leurs expériences.

Les travaux de l'Espace Collaboratif sont très riches et passionnants ; on a fait un colloque de deux jours en novembre 2022 pour en rendre compte, dont voici quelques réflexions.

Comment prendre en compte les rapports de domination préexistants

Nous sommes obligés de constater que les rapports de domination existent dans notre société, bien au-delà des bonnes ou mauvaises volontés individuelles. C'est évidemment très vrai et marquant pour les personnes les plus défavorisées. David disait : « *Quand on ne sait pas lire ni écrire, on a honte, on n'a pas*

3. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est une organisation internationale dont l'objectif est de promouvoir des politiques publiques qui favorisent la prospérité, l'égalité des chances et le bien-être pour tous.

4. L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) collecte, produit, analyse et diffuse des informations sur l'économie et la société françaises.

confiance en nous-mêmes. Et de nombreuses expériences liées au vécu de la pauvreté nous amènent à être dans la honte ».

Tenter de neutraliser ou au moins d'atténuer ces rapports de domination dans le cadre de coproduction de savoirs passe par des dispositifs particuliers, pensés pour cela. Dans l'Espace Collaboratif, nous avons travaillé avec la méthodologie du Croisement des Savoirs, qui alterne des temps en groupes de pairs et des temps tous ensemble, en groupe mixte.

Après avoir parlé de la honte, David poursuivait : « *On a alors besoin de cette force d'être ensemble dans le groupe de pairs pour permettre une sécurité pour oser intervenir ».*

Le travail en non mixité permet des espaces de sécurité et de mise en confiance pour les personnes en situation de pauvreté, mais on s'est rendu compte que c'était vrai aussi pour les professionnels et les chercheurs. Au-delà de ces espaces de sécurité, le travail en non mixité permet l'élaboration d'un savoir collectif du monde de la pauvreté, car une expérience ne devient un savoir que si elle est travaillée.

Mais ce travail en groupe de pairs n'est pas exclusif, il n'a de sens que s'il permet une meilleure rencontre, un peu plus à égalité, avec les autres groupes. Il ne saurait donc être question d'assignation ou de repli identitaire, mais au contraire d'un rééquilibrage des pouvoirs, d'une condition à l'ouverture et la rencontre.

Les conditions pour permettre une coproduction jusqu'au bout

- Dans nos travaux, nous avons évidemment parlé de la nécessité d'une rigueur méthodologique forte, mais aussi de la nécessité de la revisiter et de l'adapter en permanence. En effet, l'émergence d'acteurs nouveaux dans le monde de la recherche entraîne forcément des surprises, des nécessités ou des perspectives nouvelles apparaissant en chemin. Dans une recherche sur et avec les jeunes des quartiers populaires, les jeunes ont absolument voulu travailler sur les mots. Ce n'était pas prévu au départ, mais le calendrier et le programme de la recherche a été modifié pour s'adapter. Évidemment, tous ces changements ne peuvent pas être arbitraires. Ils demandent une équipe de pilotage du projet qui soit claire et légitime, ce qui est sans doute vrai pour toutes les recherches, mais cette légitimité est, pour nous, liée à sa proximité avec les différents co-chercheurs. Et on insistait sur « l'agilité » de cette équipe, agilité qui doit être expliquée aux acteurs mais aussi aux financeurs à l'avance.

- Un autre élément à prendre en compte pour cette coproduction de savoirs, c'est la question des émotions. Pour les personnes en situation de pauvreté, les sujets travaillés ne sont pas théoriques, ils sont leur vie même, et les émotions sont donc souvent présentes. Nous n'avons pas travaillé sur la gestion des émotions, mais sur la nécessité de s'appuyer sur les émotions pour en faire des ressources pour la connaissance, ce qui est très différent. Un militant dit : « *Une colère qui te détruit peut être transformée en une colère qui remet en cause l'injustice, si on essaie de comprendre ce qu'il y a derrière ».* Les émotions font donc partie de la recherche, pas

seulement celles des personnes ayant l'expérience de la pauvreté d'ailleurs.

- Coproduire du savoir, et après... ? Pour que des personnes en grande pauvreté participent à une recherche, il faut qu'ils en sentent le sens. Chaque acteur a des enjeux propres dans une recherche. Les personnes avec l'expérience de la pauvreté avec qui nous travaillons nous ont dit fortement : « *Si on participe à des projets, c'est pour que la vie change* ». Pour eux, l'objectif d'une recherche n'est pas la production d'un rapport, l'objectif d'une recherche est de produire de la transformation sociale. Et ils se sont insurgés contre le fait que la recherche se terminerait avec la co-écriture par exemple. « *Si on coécrit un beau rapport et qu'il reste dans un tiroir, cela ne vaut pas le coup !* » Pour eux, « coproduire jusqu'au bout » signifie donc jusqu'à la diffusion du rapport, de la vidéo... Donc jusqu'à la création et la mise en action d'un outil de transformation sociale.

Les critères de validation des recherches participatives

Les recherches scientifiques sont validées par des pairs scientifiques. Mais des recherches co-construites par plusieurs partenaires, qui doit les valider ? Existe-t-il des lieux de co-validation ? Devant ces questions, on s'est autorisé, en tant qu'Espace Collaboratif, à réfléchir à ce que pourraient être des critères de validation de recherches participatives avec des personnes en situation de pauvreté. On a identifié 9 critères à regarder en termes de validation des recherches participatives. Je vous partage juste une question et une piste de réflexion.

Vouloir faire émerger un savoir du monde de la pauvreté et le croiser avec d'autres savoirs pose la question de la composition et de la légitimité des personnes et groupes qui participent à cette recherche.

Je ne vais pas parler ici de la légitimité des personnes composant les groupes de pairs professionnels ou universitaires, quoique cette question se pose aussi. Je vais juste partager une réflexion sur la légitimité, que nous avons eue avec les militants d'ATD Quart Monde et les habitants du quartier des 3 cités en lien avec le Centre social.

Il était évident pour ce groupe d'une dizaine de personnes qu'ils ne représentaient pas qu'eux-mêmes, mais bien plus largement aussi les autres habitants de leur quartier qui sont dans de graves difficultés, y compris ceux qui n'osent pas venir au Centre social. Et pour les militants d'ATD, ils se sentaient représentants de leurs familles, leurs amis, leur quartier, tous ceux qu'ils connaissaient et qui souffraient de leur situation précaire, y compris ceux qui étaient trop enfermés pour participer à des projets collectifs.

Et les personnes disaient : « *On peut avoir connu cette situation de pauvreté, mais notre expérience ne nous suffit pas pour être légitime. On doit être porteurs d'autres, et d'autres que l'on continue à rencontrer aujourd'hui. Notre engagement dans de telles*

recherches n'a aucun sens si nous ne nous engageons pas à rencontrer les personnes les plus enfermées, les plus écrasées, les plus silencieuses. Notre légitimité est liée à notre engagement au jour le jour avec notre milieu ».

Cette question de la légitimité liée à l'engagement vient évidemment rejoindre les épistémologies féministes ou postcoloniales. Mais elle vient aussi interroger notre approche de la représentativité.

On a fait un travail d'évaluation des Conseils citoyens qui ont été mis en place dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. On a fait cette évaluation sur quelques quartiers, là où on connaissait des gens, et on l'a fait avec des personnes très défavorisées habitant ces quartiers. Et on a constaté que, parmi les personnes très défavorisées qui ont effectivement participé à un Conseil citoyen, aucune n'était venue par le tirage au sort, qui est pourtant la préconisation qui avait été émise. Toutes sont venues par des associations, des centres sociaux, ou des amis, qui leur ont dit « Viens avec moi ! »

Et quand on a parlé de cette procédure du tirage au sort – on en a parlé aussi avec des personnes qui avaient été tirées au sort mais qui ne se sont pas rendues à l'invitation qui leur était faite – tous nous ont dit : « *Quand tout le monde te prend pour un con depuis toujours, et que tu reçois une lettre qui te dit que tu as été tiré au sort pour venir à des réunions et que cela va être super pour le quartier, d'abord tu ne comprends pas la lettre, et ensuite tu sais que tu seras encore pris pour un con, donc tu fous la lettre à la poubelle* ».

Le tirage au sort, conçu pourtant avec de multiples précautions et réflexions, exclut de fait et d'entrée les populations les plus méprisées et déjà réduites au silence et à la honte. Dès lors, comment s'assurer que tous les citoyens seront représentés dans une instance censée être représentative des habitants d'un quartier ?

Si l'objectif que l'on poursuit est la lutte contre les exclusions et si on veut faire des recherches qui incluent les plus « silencieux », on ne peut se contenter de définir des publics cibles en fonction de telle ou telle catégorie, comme par exemple « les habitants d'un quartier populaire », ou « une communauté rurale au Pérou », au risque de passer à côté, voire de renforcer les processus de domination ou d'invisibilisation qui existent au sein-même de ces groupes. Lors du colloque de l'Espace Collaboratif, on a évoqué la nécessité de dépasser la notion de « représentativité » pour penser aussi en termes de « significativité ». ■